



Tribune publiée dans *Le Figaro* du 15 juin 2019

## **Il faut doter l'Europe d'une stratégie industrielle de moyen et de long terme**

Les élections européennes que nous venons de vivre le 26 mai dernier ne sont que la première étape d'un renouvellement institutionnel général qui doit s'achever fin 2019. Les désignations du Président de la commission européenne et des nouveaux commissaires, qui font déjà l'objet de jeux de pouvoirs tendus entre les Etats-membres, ne doivent pas occulter ce qui est en jeu.

Il s'agit du mandat qui doit être donné à la future commission européenne et du cap qu'elle doit fixer à l'économie. A cet égard, ces prochains choix doivent être l'occasion de se poser quelques questions cruciales et d'apporter les réponses les plus adaptées aux enjeux européens des prochaines années.

Il me semble tout d'abord que tant dans le choix du président de cette Commission que dans celui des différents commissaires, il serait salutaire de s'interroger sur les motivations et l'expérience des femmes et des hommes qui prétendent à ces postes. Choisissons des personnalités ouvertes sur le monde de l'économie et bien sûr sur le monde de l'entreprise, avec une expérience internationale. N'oublions pas que le nouveau terrain de jeu économique est mondial et non plus limité aux seuls pays membres de l'Europe et ne nous enfermons pas dans une bureaucratie lourde et tatillonne.

D'ailleurs, d'une manière ou d'une autre, c'est cette Europe à la fois gestionnaire et technocratique qui a été rejetée par les électeurs européens et qui pose problème.

Mais qu'a fait l'Europe jusqu'à présent en faveur de son industrie ?

En Europe, l'absence de stratégie industrielle avec une vision de moyen et long terme s'avèrera dans un proche avenir particulièrement néfaste. La France des années 1960/1970 avait un plan stratégique et des moyens associés de l'Etat qui permettaient d'avoir de grandes ambitions industrielles dans un certain nombre de domaines choisis. L'Europe a fait disparaître tout cela. Le commissariat à la concurrence européenne a, semble-t-il, comme seul objectif la défense du consommateur européen. C'est magnifique... et tragique. Considérer l'intérêt des consommateurs européens en l'absence de toute stratégie industrielle européenne ne peut que conduire à un désastre. Il est encore temps, si cela est possible ? de doter l'Europe d'une véritable politique industrielle de moyen et long terme. Mais les intérêts des Etats sont si différents et les lobbys extérieurs si puissants que cet objectif sera sûrement difficile à mettre en œuvre. En attendant, on ne peut que constater la maigre performance économique de l'Europe : la part des pays de la zone Euro dans le PIB mondial est passée



de 23% en 1998 à 16% en 2017 (source Banque Mondiale). Pendant la même période, la part des Etats-Unis dans le PIB mondial passait de 29 % à 24 % et celui de la Chine de 3% à 15%. Les chiffres sont têtus.

Conséquence directe, cette politique privilégiant plus que tout l'intérêt du consommateur final européen, a conduit l'Europe à fixer des règles de concurrence ayant pour effet de pousser à l'atomisation des acteurs afin de garantir la modération des prix. Quand l'Europe, en matière de concurrence, s'applique à elle-même des règles que ses grands concurrents ne s'appliquent pas, c'est dramatique.

Cette politique est évidemment totalement contradictoire avec la nécessité impérieuse de faire émerger des champions européens de taille mondiale pour faire face aux mastodontes américains et chinois. Il en va de la maîtrise de secteurs-clé (télécoms, robotique, IA, transports...) qui sont autant d'enjeux de croissance et d'emploi dans un futur proche.

Cette féroce compétition mondiale implique par conséquent de faire preuve de davantage de discernement dans l'application des règles commerciales et de concurrence par la commission européenne. A fortiori, quand la création de champions industriels européens est en jeu comme l'a montré récemment l'échec de la fusion Alstom-Siemens.

C'est pourquoi, il n'est pas envisageable que d'obscurs jeux de pouvoirs entre Etats conduisent à conforter cette indifférence des institutions de l'Union Européenne vis-à-vis de la constitution de champions industriels dont nous avons besoin pour soutenir la croissance.

Un rééquilibrage est aujourd'hui nécessaire autour des enjeux de production industrielle. Pour y arriver, il faut doter l'Europe d'une véritable politique industrielle de moyen et long terme qui tienne compte de la redistribution des cartes économiques dans le monde et qui permette à l'Europe de continuer à faire jeu égal avec ses grands concurrents que sont les Etats-Unis et la Chine.

L'Europe est un continent magnifique, une belle idée et une grande union démocratique avec un potentiel humain et des compétences exceptionnelles. Il est dès lors normal qu'en tant qu'européens, nous ayons de solides ambitions pour soutenir un développement économique robuste dans notre zone. Ne gâchons pas nos atouts !